

## L'économie régionale se stabilise au deuxième trimestre 2018

Au deuxième trimestre 2018, l'emploi salarié total reste stable en Auvergne-Rhône-Alpes et varie peu selon les secteurs. L'industrie stoppe sa croissance, la construction se stabilise. Le tertiaire reste constant du fait de l'accélération du secteur marchand hors intérim, compensée par les pertes de vitesse du secteur non marchand et de l'emploi intérimaire. Le taux de chômage est en légère baisse ce trimestre, comme en France. Les créations d'entreprises atteignent un nouveau sommet. Le nombre de logements autorisés continue à ralentir et retrouve son niveau de l'an dernier. La fréquentation hôtelière reste toujours élevée.

Annelise Robert, Frédéric Lahi, Insee

Rédaction achevée le 5 octobre 2018

### L'emploi salarié marque une pause

L'emploi salarié total en Auvergne-Rhône-Alpes stoppe sa croissance au deuxième trimestre 2018, pour la première fois depuis quatre ans. Le contexte national est similaire, l'emploi salarié total restant à un niveau quasi-stable en France hors Mayotte (figure 1). Dans la région, le secteur public se replie de 0,2 % sur le trimestre. Le secteur privé, représentant 79 % de l'emploi, parvient à compenser cette baisse, grâce à une très légère croissance (1 000 créations nettes d'emplois, soit + 0,04 %).

Le faible dynamisme du secteur tertiaire marchand (+ 0,3 %), couplé au recul du tertiaire non marchand et de l'emploi intérimaire (- 0,2 % et - 1,9 %) explique cette atonie de l'emploi régional, d'autant que l'industrie et la construction affichent également une très faible croissance.

Sur un an, profitant des trois précédents trimestres plus vaillants, la région affiche une hausse assez marquée, avec 30 200 créations d'emploi (+ 1,0 %), légèrement au-dessus des valeurs nationales (+ 0,8 %). Ces créations proviennent exclusivement du secteur privé. Les emplois publics sont en repli, que ce soit au niveau régional (- 0,3 %) ou national (- 0,5 %).

### Quatre départements hors des nuages

Seuls quatre départements observent une hausse trimestrielle de l'emploi. L'Allier et la Drôme enregistrent un accroissement de 0,2 %, tandis que le Rhône et la

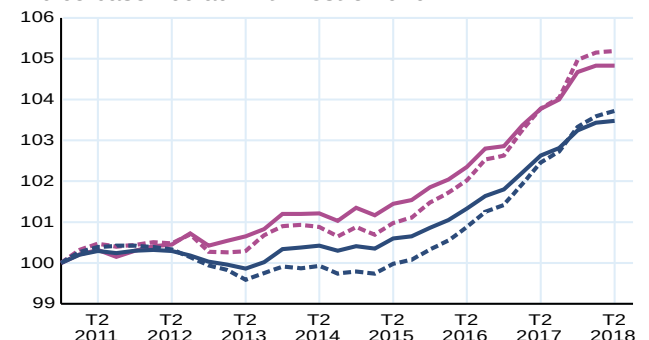
Haute-Savoie stagnent (+ 0,1 %). À l'inverse, le Puy-de-Dôme, l'Ain (tous deux à - 0,3 %) et le Cantal (- 0,7 %) enregistrent les plus forts retraits.

En glissement annuel, le Rhône se démarque avec + 1,6 % (soit 13 700 emplois supplémentaires), suivi de l'Ain et des deux Savoie (+ 1,2 %). L'Isère (+ 1,1 %) et la Drôme (+ 0,9 %) restent dans la moyenne régionale. En revanche, le niveau d'emploi est légèrement plus faible qu'un an auparavant dans la Haute-Loire, le Cantal et l'Allier.

### 1 Évolution de l'emploi salarié

- emploi salarié Total - Auvergne-Rhône-Alpes
- emploi salarié Total - France hors Mayotte
- emploi salarié Privé - Auvergne-Rhône-Alpes
- emploi salarié Privé - France hors Mayotte

Indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Champ : emploi salarié total

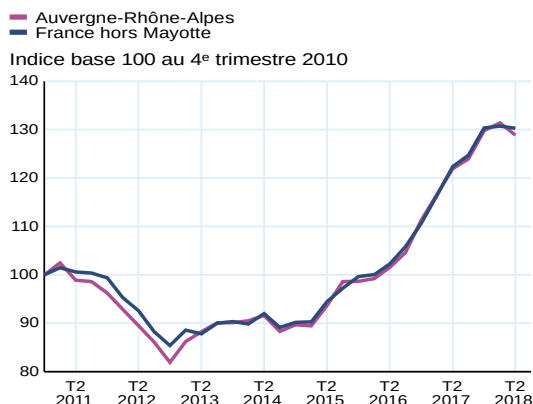
Note : données trimestrielles, provisoires pour le dernier trimestre affiché.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSs-Urssaf, Dares, Insee.

## Dans l'intérim, une amorce de descente

Après avoir progressé vigoureusement ces deux dernières années, l'intérim enregistre une forte baisse. Il perd 2 200 emplois sur le trimestre (-1,9 %), entraîné notamment par l'Ain, la Haute-Savoie et le Rhône. À l'inverse, la Savoie et l'Ardèche ont augmenté leur recours aux intérimaires (+2,7 % et +1,6 %). L'intérim est également en déclin au plan national, mais de façon moins prononcée (-0,4 %) (figure 2). Malgré cette baisse, la variation sur l'année reste positive, avec une hausse de 6 000 emplois dans la région, soit +5,7 %.

### 2 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié total.

Note : données trimestrielles, provisoires pour le dernier trimestre affiché.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

## Peu de turbulences dans l'ensemble des secteurs

Concentrant 16 % des emplois régionaux, l'industrie reste stable ce trimestre après plus d'une année de croissance, tandis qu'elle est en très léger repli au niveau national (figure 3). Le Cantal, le Puy-de-Dôme et le Rhône perdent des emplois industriels, alors que l'Ain, l'Allier, la Drôme et l'Isère continuent d'en gagner. Alors que l'emploi est stable dans l'industrie agroalimentaire, la production énergétique et le traitement des déchets, il est légèrement en repli dans la fabrication de matériel de transport, d'équipements électroniques et de machines. La fabrication d'autres produits industriels, qui représente plus de la moitié des emplois, gagne quelques salariés (+0,1 %). Sur un an, l'emploi industriel augmente de 0,7 % grâce à une fin d'année 2017 particulièrement dynamique, alors qu'au niveau national, ce secteur garde un rythme de croisière de +0,2 %.

En Auvergne-Rhône-Alpes, la construction est presque stable, créant seulement 130 emplois salariés au deuxième trimestre 2018 (soit +0,1 %, contre +0,4 % en France). Le Rhône est le plus gros contributeur à la création d'emploi (+1,0 % équivalent à +450 salariés), suivi de l'Ain et de l'Allier (respectivement +0,7 % et +0,2 %). L'emploi dans la construction est en baisse dans tous les autres départements. En glissement annuel, le secteur garde de la hauteur avec une croissance de +1,3 %, mais à un rythme plus modéré que le national. Le Rhône est le moteur de cette augmentation (+3,2 %, soit +1 450 salariés).

Représentant plus de la moitié du secteur tertiaire, les services marchands hors intérim accélèrent à +0,3 %, après +0,1 % au trimestre précédent (figure 4). Cela correspond à plus de 3 300 emplois supplémentaires. Le rythme est légèrement plus rapide qu'en France. Le secteur de l'hébergement et de la restauration reprend de l'altitude (+0,9 % après une baisse au trimestre précédent). En hausse de 0,6 %, l'information et de la communication restent particulièrement porteuses, et ce depuis un an et demi. En revanche, les activités immobilières et les autres activités de services perdent des emplois ce trimestre (respectivement -0,6 % et -0,3 %). Les activités financières et d'assurance maintiennent leur niveau d'emploi. Les autres secteurs

sont en croissance plus modérée, comprise entre +0,1 % et +0,4 %. Le Cantal, la Loire et la Savoie sont les seuls départements en léger repli. Le secteur tertiaire marchand hors intérim compte 21 300 salariés de plus qu'il y a un an, soit une progression de 1,7 %, plus dynamique que le niveau national (+1,3 %).

### 3 Évolution de l'emploi salarié par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 2 <sup>e</sup> trimestre 2018	Évolution par rapport au 1 <sup>er</sup> trimestre 2018			Évolution sur un an (en %)
		En effectif	En %	France métropolitaine (en %)	
Agriculture	24 900	+ 300	+ 1,0	+ 0,1	- 2,3
Industrie	481 500	+ 100	0,0	- 0,1	+ 0,7
Construction	176 500	+ 100	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3
Tertiaire marchand hors intérim	1 281 900	+ 3 300	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,7
Intérim	111 500	- 2 200	- 1,9	- 0,4	+ 5,7
Tertiaire non marchand	933 700	- 1 800	- 0,2	- 0,2	- 0,2
<b>Ensemble</b>	<b>3 010 000</b>	<b>- 200</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>+ 1,0</b>

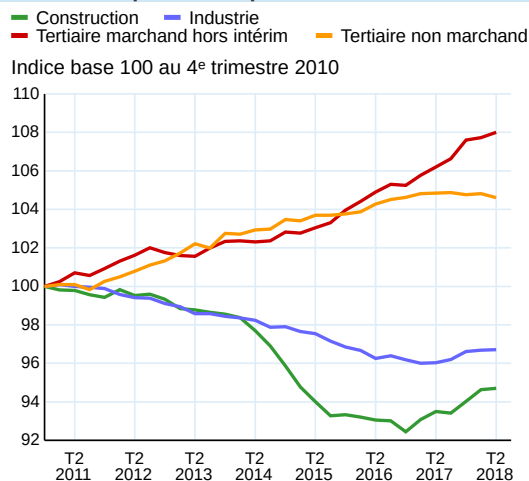
Champ : emploi salarié total.

Note : données trimestrielles, provisoires pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2018 et arrondies pour les effectifs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Avec 1 800 salariés en moins sur le trimestre, le secteur tertiaire non marchand perd de la vitesse dans la région (-0,2 %), à un rythme semblable à celui de la France. L'Isère est en forte diminution (-1,0 %) avec la suppression de 1 500 emplois. Le Rhône, la Haute-Savoie et l'Allier sont les trois départements à connaître une croissance, légèrement positive. Sur un an, le non marchand est la seule branche du tertiaire à décroître (-0,2 %). À l'exception du Puy-de-Dôme, stable, et du Rhône (+0,3 %), tous les départements sont concernés par cette baisse.

### 4 Évolution de l'emploi salarié par secteur



Note : données trimestrielles, provisoires pour le dernier trimestre affiché.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

**Avertissement :** Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

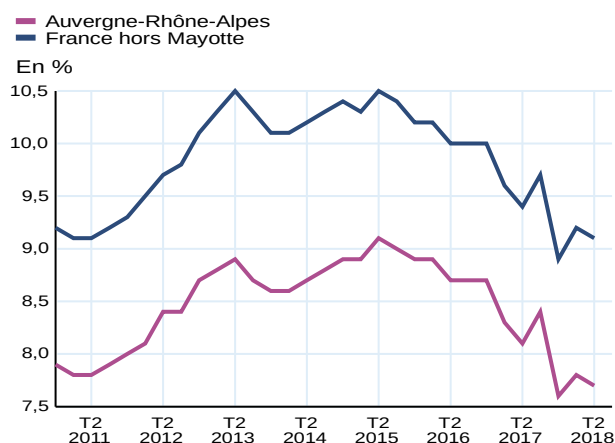
De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

## Les taux de chômage régional et français sont sur la même trajectoire

En Auvergne-Rhône-Alpes, le **taux de chômage** s'élève à 7,7 % de la population active au deuxième trimestre 2018, soit 1,4 point de moins qu'en France (figure 5). Il diminue de 0,1 point par rapport au premier trimestre, un rythme similaire au national et à de nombreuses régions. En un an, le taux de chômage a baissé de 0,4 point, comme en France.

### 5 Évolution du taux de chômage

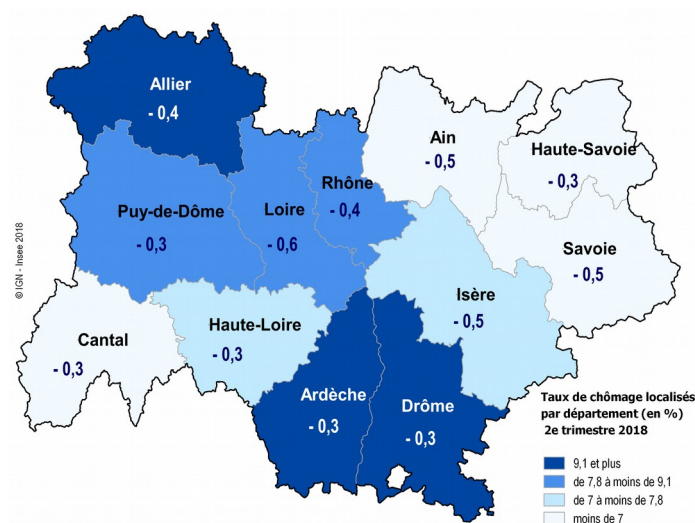


Note : données trimestrielles, provisoires pour le dernier trimestre affiché.  
Source : Insee, taux de chômage localisés (Auvergne-Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France).

Les taux de chômage départementaux s'échelonnent de 5,4 % dans le Cantal à 10 % dans la Drôme. Outre celle-ci, deux autres départements, l'Allier et l'Ardèche, ont des taux supérieurs au taux national. Le Cantal, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme sont stables sur le trimestre. L'Ardèche est le département où le taux de chômage a le plus diminué (-0,3 point), suivi par la Loire (-0,2 point). Les autres départements sont dans la moyenne régionale.

En un an, le chômage recule dans tous les départements (figure 6). Il diminue plus fortement que la moyenne régionale dans l'Ain, l'Isère, la Loire et la Savoie. L'Allier et le Rhône suivent la tendance régionale (-0,4 point).

### 6 Taux de chômage et évolution sur un an par département



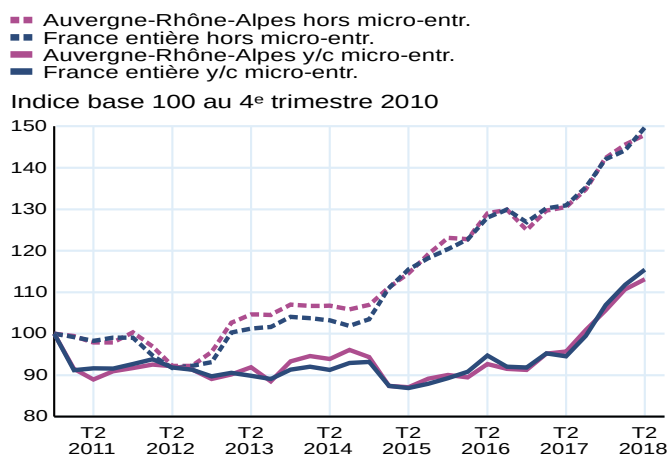
Note de lecture : l'évolution du taux de chômage sur un an dans le Rhône est de -0,4 point.  
Note : données provisoires pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2018.  
Source : Insee, taux de chômage localisés.

## Les créations d'entreprises s'envolent

Sur le trimestre, plus de 20 000 entreprises ont été créées, un nouveau record depuis 2000. En augmentation depuis près de deux ans, les créations d'entreprises progressent de 2,2 % par rapport au premier trimestre et de 18,2 % sur un an. La croissance trimestrielle est cependant moins marquée qu'au niveau national (+3,3 %), qui atteint également un point culminant (figure 7). Tous les secteurs contribuent à cette augmentation, notamment le commerce et la construction (respectivement +3,0 % et +2,4 %). Les services représentent plus de 11 600 nouvelles entreprises. Le Rhône et l'Isère génèrent près de la moitié des créations à eux seuls.

Les micro-entreprises suivent le même chemin, avec 8 400 créations sur le trimestre, soit une hausse de 3,1 %, plaçant la région au-dessus de la valeur nationale (+2,6 %). La majorité des entreprises créées en Auvergne-Rhône-Alpes restent des entreprises classiques, mais leur augmentation est plus limitée (+1,6 %). Que ce soit en France ou en région, plus des deux tiers des micro-entreprises créées appartiennent au secteur des services. Les défaillances d'entreprises continuent leur baisse amorcée depuis deux ans et restent dans le sillage du trimestre précédent. La région enregistre 6 100 défaillances sur les 12 derniers mois, soit une baisse de 9,1 %, sensiblement plus prononcée qu'en France (-5,8 %).

### 7 Évolution des créations d'entreprises



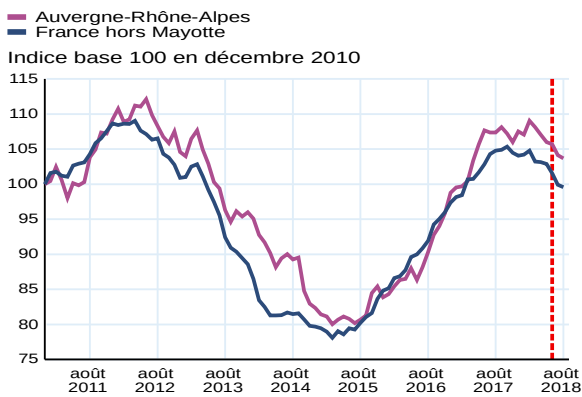
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.  
Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS), sauf micro-entreprises (données brutes).  
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene).

## Le ralentissement des autorisations de construction se confirme

Sur la période entre juillet 2017 et juin 2018, 69 200 **logements ont été autorisés à la construction** en Auvergne-Rhône-Alpes, soit une baisse de 0,9 % par rapport à l'année précédente (figure 8). Ce recul est toutefois plus modéré qu'en France, où la variation atteint -1,1 %. Par rapport au cumul annuel du trimestre précédent, le nombre de logements autorisés décroît de 2,0 %, à un rythme plus soutenu qu'au plan national (-1,4 %).

Sur les 12 derniers mois, le nombre d'autorisations grimpe en flèche en Savoie et dans le Puy-de-Dôme, avec respectivement +36 % et +26 %. À l'opposé, il recule de près de 19 % en Ardèche et en Haute-Savoie. Le Rhône rassemble près du quart de l'ensemble des autorisations régionales.

## 8 Évolution du nombre de logements autorisés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.  
Source : SDES, Sit@del2.

Les **misés en chantier de logements** augmentent de + 4,2 % sur l'année, à une cadence moins soutenue qu'au niveau français (+ 6,3 %). La région en compte 57 200, soit environ 13 % du total national. Comparé au cumul annuel établi au trimestre précédent, les logements commencés reculent de 1,2 % dans la région et de 0,3 % en France. En glissement annuel, la Savoie, l'Allier et l'Ardèche se démarquent nettement avec des hausses supérieures à 12 %.

### L'activité hôtelière garde le cap

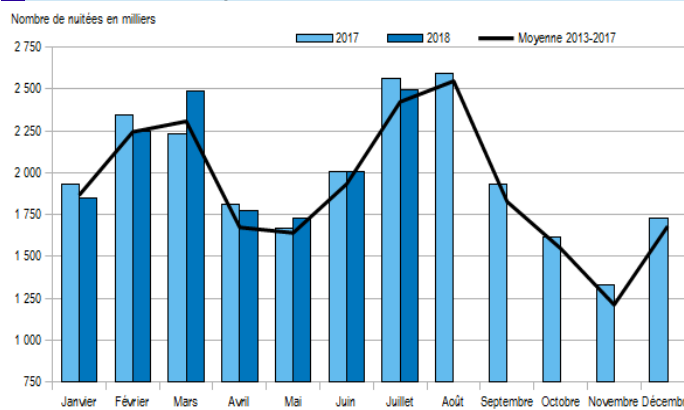
Au cours du deuxième trimestre 2018, les hôtels de la région ont enregistré 5,5 millions de nuitées. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, cela représente 28 000 nuitées supplémentaires, soit une hausse de 0,5 %. La Drôme, l'Allier, l'Isère et la Savoie se démarquent nettement par des progressions s'étalant de + 3,7 % à + 2,1 %, tandis que la fréquentation hôtelière baisse fortement dans la Loire (- 7,3 %). Le mois d'avril

est en repli, mais la nette reprise en mai, favorisée par un effet calendaire, permet de garder un total trimestriel positif (figure 9).

Comme au niveau national, la clientèle d'affaires est moins nombreuse, passant en un an de 55 % à 51 % des nuitées régionales. Dans la Loire et le Rhône, ce sont près de 70 % des clients qui sont reçus pour des raisons professionnelles. À l'opposé, les deux départements savoyards accueillent majoritairement des touristes d'agrément, principalement pour leurs activités montagnardes.

La clientèle étrangère représente un quart de l'occupation des chambres dans la région, mais est répartie inégalement sur le territoire. Elle est essentiellement concentrée dans les trois départements alpins (Isère, Savoie et Haute-Savoie) où elle représente près d'un tiers de l'ensemble des nuitées sur le trimestre, à un niveau stable par rapport à l'année précédente. ■

## 9 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE, enquête hôtellerie 2013-2018.

### Début 2018, les écarts de croissance s'accroissent entre les grands pays

Au premier semestre 2018, l'activité a été stimulée aux États-Unis par une politique budgétaire procyclique ; en zone euro, l'allant des économies allemande et espagnole contraste avec les difficultés observées en Italie. Certaines économies émergentes connaissent par ailleurs de fortes tensions financières et inflationnistes. L'environnement international resterait néanmoins porteur, avec un commerce mondial encore dynamique malgré les tensions protectionnistes.

### En France, l'activité accélérerait au second semestre après avoir été modérée au premier semestre

La croissance française a nettement ralenti au premier semestre (+ 0,2 % par trimestre) après une année 2017 très dynamique. Au-delà des facteurs internationaux qui ont pesé sur le climat des affaires, l'activité économique a été pénalisée par des facteurs ponctuels (grèves, baisse du pouvoir d'achat au premier trimestre, moindre consommation en énergie, maintenance de raffineries).

Cependant, le retour à la normale dans les secteurs des transports et de l'énergie, combiné à des immatriculations dynamiques durant l'été, conduirait à un rebond de la consommation des ménages au troisième trimestre. En fin d'année, le pouvoir d'achat progresserait fortement en raison des réductions de cotisations sociales et de taxe d'habitation ; il prendrait ainsi le relais pour soutenir la consommation. Bénéficiant également d'un investissement des entreprises robuste et d'une accélération des exportations, le PIB français croîtrait de + 0,5 % au troisième trimestre puis de + 0,4 % au quatrième, conduisant à une croissance de + 1,6 % en moyenne en 2018.

Insee Auvergne-Rhône-Alpes  
165 rue Garibaldi - BP 3184  
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :  
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :  
Aude Lécroart  
Philippe Mossant

ISSN (en ligne) : 2493-0822

© Insee 2018

## Pour en savoir plus

- « Le pouvoir d'achat se redresse, mais les incertitudes internationales persistent », Note de conjoncture nationale, Insee, octobre 2018  
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3625445>

- « Léger ralentissement de l'économie régionale début 2018 », *Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes* n° 14, juillet 2018

